

PERPIGNAN LA CATALANE ASSOUPPIE

Par Daoud Boughezala

Ghettoïsation, clientélisme et sinistrose économique : depuis des décennies, Perpignan décline malgré les efforts de quelques élus dynamiciens. Tandis qu'à Barcelone la prospère, nombre de Catalans rêvent d'indépendance, sa voisine française se cherche encore. Reportage.

Terminus Perpignan, tout le monde descend au « *centre du monde* ». Pardon, au « *centre del món* », comme il est écrit sur les panneaux de la gare. Inspirée d'une saillie fantasmagorique de Dalí sur la dérive des continents, l'inscription en catalan n'annonce pas franchement la couleur. Car Perpignan trône au cœur d'un des départements les plus pauvres de l'Hexagone et accumule les records négatifs. Non content de la placer dans le flop 5 des métropoles économiquement les moins dynamiques de France et de Navarre, *Le Figaro* a récemment classé la capitale catalane au sommet des villes où il fait bon investir dans l'immobilier¹ : les prix y sont si bas qu'un an suffit à rentabiliser l'achat d'un appartement. En sortant de la gare, je croise une théorie de mendiants à quelques mètres des inévitables kebabs. Nul punkachien à l'horizon, bien que nombre d'entre eux débarquent ici, persuadés que la misère sera moins pénible au soleil. Palmiers, plaques de rue bilingues français-catalan et immeubles à teintes pastel donnent des accents ibériques à ce dernier bout de France avant la frontière. Vu de Paris, Gitans, Maghrébins et petits Blancs donnent l'impression de se tirer la bourre.

Si le quotidien ne se résume évidemment pas aux deux faits divers qui ont rendu Perpignan (tristement) célèbre ces dernières années, leur évocation plante le décor. Au printemps 2005, après l'assassinat d'un jeune Beur, des émeutes urbaines ont opposé bandes gitanes et maghrébines au cœur de Perpignan, entre les deux ghettos ethniques de Saint-Jacques et Saint-Mathieu. Moins tragique, mais tout aussi dévastateur pour l'image de la ville, en 2008, l'épisode de la « *fraude à la chaussette*² » a teinté de soupçon la réélection du maire UMP Jean-Paul Alduy, qui a passé le relais à son dauphin Jean-Marc Pujol l'année suivante. Perpignan, ville pauvre, communautariste, au système clientéliste pluridécennal n'a pas bénéficié du décollage de la Catalogne du Sud lancée dans une marche cahoteuse vers l'indépendance. Incapable de se dessiner un destin, la ville de 120 000 habitants paraît quasi →



Marché du Haut-Vernet, Perpignan, septembre 2017.

© Emma Rebato



Une rue du quartier Saint-Jacques de Perpignan, classé le plus pauvre de France par l'Insee.

promise au Front national en la personne de Louis Aliot, vice-président du parti, élu député en juin. Du moins, d'après le politologue Nicolas Lebourg, si le « vote de trouille » anti-FN des immigrés se résorbe. Sans le retrait du candidat de gauche arrivé troisième, Aliot aurait eu toutes les chances de gagner la triangulaire, à la manière d'un Robert Ménard à Béziers. Mais peu importe le thermomètre, il s'agit d'ausculter le mal au plus profond de la cité catalane.

Sur le chemin de mon premier rendez-vous avec un élu, je relis mes antisèches. Si j'en crois Nicolas Lebourg et Jérôme Fourquet³, les affiliations claniques aux grandes familles perpignanaïses compteraient bien davantage que le clivage droite/gauche, d'ailleurs fort relatif. Incarnation de ce « *mercato politique permanent* » : Olivier Amiel, adjoint à la politique de la ville. Ce grand gaillard à la calvitie broussailleuse m'attend dans son cabinet d'avocat. Hier encore chevènementiste, Amiel est revenu à ses premières amours gaulistes en ralliant le maire LR Jean-Marc Pujol, alors qu'il s'opposait à son prédécesseur du même bord Jean-Paul Alduy, lui-même fils de l'emblématique Paul Alduy. Ce dernier, SFIO passé au centre droit, administra la ville de 1959 à 1993. « *Ici tout commence par son nom de famille* », avancent Lebourg et Fourquet. Neveu d'une ex-adjointe de Paul Alduy, Amiel s'amuse de l'adage. Mais la plaisanterie est de courte durée car

une lourde tâche repose sur ses épaules : réunifier cette ville structurée à l'américaine. Au nord les cités (Vernet, Bellus) à problèmes, au sud une périphérie plus cossue, et au centre le quartier le plus pauvre de France : Saint-Jacques.

Symbole de cette fracture ouverte, cette « *réserve d'Indiens* », ainsi que la surnomme les Perpignanaïses, contient 4 000 logements insalubres. De l'aveu même d'Amiel, ce concentré de quart-monde, où vit la plus importante communauté gitane sédentarisée de France, résulte en grande partie de l'inaction publique. « *À Saint-Jacques, il y a presque 90 % de chômage chez les moins de 25 ans et 80 % d'enfants déscolarisés à la fin de l'année. Les pouvoirs publics, gauche et droite confondues, ont entretenu ce système. On allait voir le chef de clan pour qu'ils votent bien.* » Pour vérifier ces dires, je me rends sur place. Place du Puig, qui signifie « sommet » en catalan, d'immenses poutres métalliques rouillées soutiennent des immeubles subclaquants. Des périls en la demeure sont régulièrement signalés. Quelque 3 000 Gitans – sur les 5 000 que compte la ville – gravitent dans ce cloaque emblématique au point d'avoir inspiré le comique du cru Mathieu Madénian : « *À Perpignan, il y a un quartier gitan... qu'on appelle Perpignan !* » Un poil plus sérieux, Olivier Amiel mesure l'ampleur de la tâche : déghet-

© Emma Rebato

toïser Saint-Jacques suppose une opération de renouvellement urbain étalée sur dix ans. Il faudra démolir les habitations indignes, reloger certaines familles dans le quartier, trouver une solution pour les habitants sur le départ, le tout sans boboïser à outrance la zone : cela s'apparente à une gageure. Pendant que des hipsters investissent les bordures du quartier, la ville rénove le bâti et y installe des équipements publics. Le transfert de la fac de droit depuis la rentrée (« *Une grosse connerie qui va mettre en contact les étudiants avec les dealers !* », soupire un ancien élu), l'ouverture de la Casa musicale à tous les goûts (rumba catalane, chorale) devraient garantir un certain brassage social. Il y a du boulot. Depuis plus de dix ans, l'école du quartier, La Miranda, scolarise uniquement des élèves gitans, suivant des programmes adaptés, sans que cela leur donne le goût de l'assiduité et l'envie de poursuivre au lycée...

Dans des ruelles en pente sans commerces, des enfants en pyjama font justement l'école buissonnière. Des anciens au teint tout aussi hâlé guignent l'étranger, affalés sur un canapé au milieu de la rue jonchée d'ordures. Aux fenêtres de la caserne du Puig devenue une habitation sociale pend du linge en train de sécher. On est loin du cœur-de-ville que vante l'office du tourisme. Au chapitre du pittoresque, je suis pourtant servi. S'ils ne maîtrisent pas toujours parfaitement le français, ces survivants de l'ancien monde parlent un catalan très pur. Car loin d'être des immigrés fraîchement débarqués, les plus anciens des Gitans ont investi la région dès le XIV^e siècle⁴ avant leur sédentarisation définitive à Saint-Jacques en 1940, lorsque la III^e République agonisante décida de les y parquer. Jusqu'aux années 1950, ils exerçaient des professions liées au cheval... puis ces métiers sont tombés en désuétude. Aujourd'hui encore à Saint-Jacques, une majorité des moins de 50 ans ne sait pas lire et écrire le français et le revenu médian – légal – n'atteint pas les 400 euros. Mais ces handicaps économiques n'expliquent pas tout.

« *Ce qui empêche la communauté d'évoluer, c'est nos idées reçues : on vit dans un monde en marge de la société, mais les politiques s'en servent beaucoup* » pour pêcher un électorat avide de RSA ou de petits emplois publics, me confie au téléphone Benjamin Martinez, Gitan habitant un quartier nord de Perpignan. À Saint-Jacques, prendre langue avec le Gitan de la rue n'est pas chose aisée. Aussi le verbatim suivant provient-il de la série de reportages qu'a réalisée Inès Léraud sur France culture⁵. Madison, 16 ans, annonce « *se marier dans deux jours* » avec un homme qu'elle n'aime pas, mais ses amis lui « *ont monté la tête pour le prendre* ». Sa copine d'à peine deux ans son aînée décrit la condition féminine d'une formule lapidaire : « *On doit accepter qu'on soit cocue. C'est ça ou le coup de poing dans la figure !* » Comme dans les zones les plus arriérées du tiers-monde, une coutume gitane

veut même qu'une matrone inspecte la virginité de la mariée le soir des noces.

À la nuit tombée, la place Cassanyes, à la jonction des quartiers gitans et maghrébins, dévoile sa face sombre. Dans la brume vespérale, des silhouettes patibulaires mais presque, comme dirait Coluche, trafiquent au vu et au su de tous. Sous le manteau, tout y passe : cigarettes, alcool, shit, drogues de synthèse, héroïne. Alliée au sida, la blanche a décimé des familles gitanes entières dans les années 1980 et 1990. Des bandes gitano-maghrébines assuraient alors l'entrée des stupéfiants sur le marché espagnol.

Quelques années après cette alliance des marges, Perpignan a connu une semaine de tirs au fusil à plomb entre Gitans et Maghrébins. Pour le journaliste local Julien Marion, les « *événements* » de mai 2005, comme on les appelle ici, ont traumatisé les deux communautés qui se regardent désormais en chiens de faïence. « *Les Maghrébins pensent que les Gitans ne travaillent pas, ne scolarisent pas leurs enfants et traitent mal leurs femmes. De l'autre côté, les Gitans, encouragés par le FN, ont l'impression que les Maghrébins gagnent du terrain et sont mieux traités par la mairie.* »

Du reste, il existe des réussites individuelles dans toutes les communautés. L'ancien élu alduyste Fouzi Bouhadi représente un bel exemple pour l'immigration algérienne. « *Bac + 8* », ainsi qu'il se présente avec une pointe d'orgueil, ce centriste accuse le maire actuel de l'avoir instrumentalisé puis jeté comme une vieille babouche. Un fait électoral plaide en sa faveur : dans les quartiers nord du Haut-Vernet, aux départementales de 2011, sur son nom propre, Bouhadi avait récolté près de 10 % des voix. Après l'avoir intégré sur sa liste, Pujol l'a placardisé, ce qui lui vaut la rancune tenace de son ex-allié. Bouhadi me reçoit au Moyen-Vernet dans un salon de thé bondé de mâles. La télévision branchée sur Russia Today, en arabe, les commensaux saluent chaleureusement Bouhadi, mais devisent en dialecte marocain sans prêter attention à notre conversation. Heureusement. « *Ici, il y a quelque temps, 200 à 300 Marocains venaient fumer leur shit en terrasse* », raconte Bouhadi, qui s'en est ému auprès du bistrotier pour qu'il les chasse. L'anecdote vaut son pesant de cannabis. Conciliant, ce fils d'un infirmier militaire du Val-de-Grâce conjecture qu'« *il y a de tout ici chez les Maghrébins, qui forment 10 % de la ville, du bon et du moins bon* ». Faisant fi de la langue de bois, Bouhadi s'inquiète de l'afflux récent de Marocains venus fuir la crise économique espagnole ou les tensions en Corse. Ces nouveaux venus, « *aussi nationalistes que les Portugais* », ajoutent du communautarisme au communautarisme dans une ville déjà ethniquement très sectorisée.

Comme pour donner corps à ces craintes, le marché du Haut-Vernet semble droit sorti du site Fdesouche : →

des mères de famille presque toutes voilées font leurs emplettes parmi les étals de fruits, légumes et... foulards islamiques. De jeunes Gitans s'amuse au voisinage de barbus. C'est dans ce bouillon de cultures que le sondeur et politologue Jérôme Fourquet a détecté un « effet de lisière⁶ » en vertu duquel le vote FN progresse dans les bureaux de vote où se croisent immigrés du parc HLM et petits Blancs des zones pavillonnaires. Au sud et à l'est de la ville, pourtant à l'abri de l'immigration massive, prévaut en revanche un « vote préventif et ségrégationniste » en faveur du Front national, car les catalans craignent l'insécurité culturelle de ces quartiers dits populaires. Sans l'approuver, Fouzi Bouhadi comprend la mécanique d'autodéfense qui conduit au vote frontiste. Cerise sur le ghetto, ce républicain convaincu me fait visiter une cité HLM tout équipée, avec mosquée intégrée. Atterré, il s'alarme d'un « islamisme latent » sur lequel les pouvoirs publics fermeraient les yeux pour acheter la paix sociale. « Ici, c'est le Maghreb en matière de gouvernance ! » se lamente-t-il avant de me confier avoir perdu un frère pendant la décennie noire en Algérie.

Sans le retrait du candidat de gauche arrivé troisième, Aliot aurait eu toutes les chances d'emporter la mairie, tel Robert Ménard à Béziers.

Devant les immeubles rénovés du Haut-Vernet, Bouhadi se remémore avec nostalgie ses premières années perpignanaises. « Il y a trente ans, la cité comptait 90 % d'Européens. Aujourd'hui, surtout des vieux Algériens et des Marocains. On l'a rénovée mais sans politique d'accompagnement. Revenez dans dix ans, vous verrez dans quel état ce sera ! » Au crédit de l'ancien maire, il faut reconnaître que des grandes barres inhumaines ont été démolies sous Alduy, auquel son ami Jean-Louis Borloo avait confié la présidence de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine. Mais l'amélioration du cadre de vie n'a pas enrayer le clientélisme. « Des petites frappes qui ont tracté pendant la campagne » se retrouvent bombardées directeurs de centres sociaux sans la moindre compétence, ni la volonté de sortir les jeunes de l'ornière, m'affirme Bouhadi.

La solution au malaise des fils de la diaspora maghrébine ? « Considérer tous les Perpignanais comme biculturels. Le français et le catalan feraient le lien entre toutes les communautés. » À voir. Cette thèse originale est formulée par Brice Lafontaine, conseiller municipal catalaniste de Perpignan. Son parti politique Unitat Catalana revendique l'autonomie de la Catalogne française, sur le modèle corse, sans pour

autant fantasmer un très hypothétique rattachement à la Catalogne du Sud. Longtemps alliée à Jean-Paul Alduy, la petite formation s'est fait récemment exclure de la majorité municipale de Jean-Marc Pujol pour avoir soutenu Emmanuel Macron à la présidentielle. Pompier dans le civil, Lafontaine dit avoir été séduit par le programme décentralisateur d'En marche !. À l'échelle de Perpignan, même si tous les grands partis minimisent le poids des catalanistes (« ils pèsent 1 % de l'électorat... »), chacun prend bien soin d'en intégrer sur ses listes. Alduy fils avait même créé un poste d'adjoint aux affaires catalanes, que Lafontaine occupait il y a encore quelques mois. C'est qu'en réalité, à l'heure où les 7,5 millions de cousins du Sud hésitent entre l'indépendance et le maintien de l'autonomie, les 450 000 habitants des Pyrénées-Orientales réduisent généralement la catalanité à quelques éléments folkloriques. Danse traditionnelle (sardane), musique et rugby (l'USAP se parant des couleurs sang et or depuis quelques années) ne suffisent pas à constituer une conscience nationale catalane. Le substrat identitaire se transmet par la langue, « que nos parents parlaient », assure un quinquagénaire. Mais de nombreuses familles plébiscitent les écoles catalanes privées sous contrat Bressola pour des raisons parfois peu avouables. Soit que les parents veuillent éviter la cohabitation de leur progéniture avec certaines populations immigrées, soit qu'ils adhèrent à leur pédagogie alternative.

Entre deux envolées assimilationnistes célébrant « l'unité de la France et la diversité de son peuple », Louis Aliot relativise la prégnance du catalan. Sa circonscription se divise entre pays catalan et occitan, me précise-t-il, récusant toute idée d'autonomie. Nombre de ses camarades « catalans à la Mistral, parlent patois en famille, y sont attachés, mais se sentent profondément français et s'opposent systématiquement aux revendications autonomistes et indépendantistes ». De bonne guerre, Brice Lafontaine réplique que « le Front national n'est pas un parti nationaliste mais étatiste puisqu'il a toujours nié les nations, de l'Algérie à la Catalogne ». Sans prendre parti, on peut s'interroger sur la concomitance entre le décollage économique de Barcelone, certes terni par la crise financière de 2008, et la timide renaissance du catalanisme français. Nicolas Lebourg ironise en sortant son calepin d'historien : « Cela fait peu de temps qu'on se dit que ce serait cool d'être catalan. En 1939, pendant la Retirada (l'exode des républicains espagnols en France, ndlr), la préfecture recevait des tombereaux de lettres pour réclamer l'internement des Catalans. Puis à la déclaration de guerre, une avalanche de courriers appelait à envoyer "ces sales Espagnols" en première ligne ! » Comme le temps passe... Il y a encore quarante ans, le rapport de forces était inversé : les industries (viticulture, textile, papeterie) se concentraient à Perpignan, tandis que l'Espagne franquiste s'assoupissait. Par les temps qui courent, ce sont les Catalans espagnols,



Fouzi Bouhadi, ancien conseiller municipal de Perpignan.

friands des côtes de Collioure, qui peinent à situer Perpignan sur une carte.

La clé de l'énigme vient sans doute de la capacité d'adaptation à un monde mouvant. « Les responsables politiques n'ont pas vu venir la mondialisation et l'entrée de l'Espagne dans l'Europe », déplore Dominique Sistach, sociologue spécialiste de l'économie grise. C'est bien simple : depuis l'adhésion de l'Espagne au marché commun et la disparition de la frontière dans les années 1980, les Pyrénées-Orientales perdent sur tous les tableaux. La libéralisation étant synonyme de concurrence, Perpignan ne peut lutter contre les bas salaires – un SMIC à 825 euros ! –, le dynamisme et le droit du travail riquiqui du voisin. « Alduy a voulu faire de Perpignan la banlieue de Barcelone », notamment avec la création d'une eurorégion réunissant l'Aragon, la Catalogne, les Îles Baléares, le Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, « mais ce fut un échec complet », regrette son ancien affidé Fouzi Bouhadi. Cependant qu'Alduy tentait d'imposer la formule « Perpignan la Catalane », certains lui conseillaient en vain de réveiller l'industrie locale. Saint-Charles, le plus grand marché de gros de fruits et légumes d'Europe, a beau envoyer des millions de tonnes de primeurs sur le Vieux Continent, l'absence d'industrie agroalimentaire perpignanaise limite les retombées positives de cette manne. Cible de toutes les critiques, l'immense surface commerciale de Perpignan désespère les commerçants du centre sans combler les

insuffisances d'une économie par trop dépendante du tourisme. « L'alduysme, que pratiquait aussi le président socialiste du département Christian Bourquin, continue. C'est une logique du XIX^e siècle avec des grandes familles bourgeoises qui refusent le développement économique de peur que des investisseurs menacent les rentes immobilières », accuse Sistach.

Bilan des courses : à la périphérie de la nouvelle région Occitanie, Perpignan fait figure de parent pauvre. Au vu de l'écart de richesses, certains Toulousains comparent la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées à l'annexion de l'Allemagne de l'Est par l'Ouest ! À terme, la possible émancipation de la Catalogne du Sud, à l'origine de 20 % du PIB espagnol, pourrait accroître le sentiment d'abandon des Perpignanais, sans pour autant que ce désenchantement suscite mécaniquement une vocation rattachiste. Vérité en deçà des Pyrénées... •

1. « Ces villes où acheter un logement sera rentabilisé plus vite que de louer », *Le Figaro*, 5 septembre 2017.
2. En mars 2008, le président d'un bureau de vote avait été convaincu de tentative de fraude après la découverte de bulletins de vote dans sa chaussette.
3. *Perpignan, une ville avant le Front national ?*, Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg, Sylvain Manternach, Fondation Jean-Jaurès, 2014.
4. D'après Alain Tarrus, *Fin de siècle incertaine à Perpignan*, Perpinya, 1997.
5. « Les Gitanes de Saint-Jacques », *Les Pieds sur terre*, France culture, 12 juillet 2017.
6. « Les ressorts du frontisme à Perpignan », in *Karim vote à gauche et son voisin vote FN*, L'Aube, 2015.